
Le 16-11-2024

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par Michèle Dessenne, présidente du Parti de la démondialisation

L'examen du budget par l'Assemblée nationale, placé sous haute surveillance des médias et experts de tout poil, aurait de quoi faire se gondoler les citoyens si la situation n'était pas si

dramatique pour une écrasante majorité d'entre eux.

Ils n'ont pas oublié qu'ils ont été livrés pieds et poings liés avec l'adoption du Traité de Lisbonne par les députés et les sénateurs en 2008, ces traitres qui n'ont pas hésité à violer le non majoritaire au TCE et ont ainsi placé la France sous tutelle de l'Union européenne, la reine qui exige en faisant mine de « recommander ». Les citoyens sont soumis depuis plusieurs années et aujourd'hui encore « en même temps » à la domination d'un gouvernement de circonstance destiné à contrer à la fois le NFP et le RN. Les Français assistent à un spectacle de bouffons qui ne les fait pas rire du tout. Ils sont actuellement des citoyens atterrés.

Faut admettre que vivre avec des salaires merdiques, un chômage qui s'accroît au rythme des suppressions d'emplois et sous la menace permanente du gel des salaires et de la diminution des droits sociaux n'incline pas à se taper sur le ventre !

De fait, les sourds aveugles (mais pas muets) qui « dirigent le pays » n'ont jamais connu le stress permanent qu'engendrent la pauvreté, la précarité, le poids quotidien d'un budget mensuel trop ric-rac, dont on sait d'avance qu'il ne permet pas de se loger, se nourrir, se déplacer, se chauffer, se vêtir, se soigner et, comble de luxe obscène, d'accéder à des loisirs et à des vacances.

L'unique objectif : dire amen à l'UE

Benêts et tortionnaires, les scénaristes et metteurs en scène du budget 2025, dont l'unique but est de rentrer dans les clous de 3% max de déficit pour déposer leur offrande aux pieds de leur déesse Europe, n'ont aucune conscience des conditions de vie d'un agent C de la fonction publique, d'une caissière de supermarché, d'un ouvrier, d'une femme de ménage, d'une aide à domicile, d'un conducteur de bus, d'un retraité avec 950 Euros de pension par mois, d'une femme divorcée, mère de deux ou trois enfants dont l'ex-mari ne paie pas la pension alimentaire, d'un intérimaire ou vacataire ou un ubérisé qui ne peut pas louer un logement faute de CDI, d'un agriculteur qui ne réussit pas à vivre de son travail harassant - surtout s'il a choisi de ne pas empoisonner la population avec des pesticides, OGM et autres intrants qui polluent eaux, sols et voisinage -.

Rien, ils ne savent rien car ils évoluent dans un entre-soi de nantis, d'héritiers, de capital immobilier et financier, social et culturel. Ces branleurs qui décident de la vie d'autrui en manipulant des tableaux Excel, défourailent sur des jeunes, des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des précaires, des étudiants, hommes et femmes, à coups de clics et de souris dernière génération. Ils rabotent, ils diminuent, ils suppriment à la vitesse du numérique une prestation sociale ou alors augmentent un peu, deci-delà les frais du quotidien. Un ou deux ou cinq euros de plus par ci par là, c'est quand même pas un drame, hein Gabriel, Michel et Emmanuel ? Mais par contre tout est bon pour balancer 23 milliards de cotisation à l'Union européenne, la vierge néolibérale, et des brassées d'armement à l'Ukraine.

Le 49.3 : le clairon va sonner !

Heureusement que l'assemblée et le Sénat sont là pour jouer la parodie du débat démocratique et que finalement un budget amélioré peut sortir du chapeau... C'est sans compter avec les limites posées d'avance : au nom du raisonnable, du respect de « nos » engagements européens et du sens des responsabilités, il faut couper dans les dépenses, traduction : serrer la ceinture du peuple pour mieux laisser s'épanouir librement les entreprises si généreuses créatrices de richesses ruisselant sur tous ! Lorsque certains s'égarent et veulent (oh horreur) faire payer les plus riches, la caste qui s'engraisse sur ceux qui produisent et qui triment, le rappel à l'ordre est claironné : puisque c'est ainsi, le 49.3 sonnera la fin de la récré (c'est Barnier qui le dit le 15 novembre dans les colonnes de *Ouest France*).

Ah Ah Ah ! Comme si ce n'avait pas été programmé dans le scénario initial des bouffons ! Ce qui importe, comme le dit Michel, le gautleiter de l'UE Premier ministre de la région France, c'était de laisser le débat avoir lieu. Le débat oui. La décision non !

Au passage, pour comblaie à certains du « bloc central », le gouvernement adoubera quelques amendements des LR pour obtenir l'assurance de leur fidèle attache à LRM et à la bande de baronnets type Modem et centristes, les toutous toujours prêts à prodiguer quelques caresses agréables à leurs maîtres !

Bref, vous l'aviez déjà compris : si les partisans du budget ont déserté les bancs de l'Assemblée alors qu'ils pouvaient voter contre les amendements du NFP (et du RN) c'est parce qu'ils savaient qu'ils avaient mieux à faire en gaudrioles locales et agapes en tout genre ! Puisque le 49.3 serait de toutes façons activé.

Décidément, la farce est à tous les étages et le désastre sera servi dans les gamelles des gueux !

De Macron, prince des mots tordus, nous sommes passés à Barnier, roi des mots magiques. Même mépris pour la souveraineté du peuple, même servitude au néolibéralisme et à la secte européiste !

Pas sûr du tout que l'opération condamnation requise contre Le Pen et les autres inculpés de détournement de fonds publics (heu du Parlement européen) avec une clause d'inéligibilité provisoire soit une bonne option pour contrer le RN. D'ailleurs, si ce dernier était cohérent il s'ajouterait aux votes du NFP avec une chance d'être majoritaire, soit 289 voix. Les 126 voix du RN + les 192 voix obtenues pour le budget intégrant des amendements présentés par le NFP et le RN ferait un total de 318 voix, et serait donc largement majoritaire. Le budget du gouvernement serait ainsi rejeté. Et en cas de 49.3 le RN pourrait voter la censure avec le NFP !

La vérité des prix est pour bientôt. Le budget rejeté à l'assemblée va désormais être tripatouillé par le Sénat, puis une commission mixte paritaire (favorable au gouvernement) va lâcher du lest aux LR et une nouvelle version du budget reviendra à l'assemblée. Le pire sans doute est qu'il soit voté par l'AN ! Ce serait le mot de la fin grâce au RN qui aurait alors voté pour ou se serait abstenu.

Bref, tout est à revoir. Quand ? Dès que possible. Cela dépendra de la détermination populaire. Au Pardem on a plein de propositions à faire.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire